

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 juillet 2013

PROPOSITION DE LOI

**portant création d'un Institut des Droits
de l'homme**

(déposée par MM. Bruno Tuybens,
Georges Dallemagne et
François-Xavier de Donnée)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 juli 2013

WETSVOORSTEL

**houdende oprichting van een
Mensenrechteninstituut**

(ingediend door de heren Bruno Tuybens,
Georges Dallemagne
en François-Xavier de Donnée)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à créer un Institut des Droits de l'homme auprès de la Chambre des représentants. En tant qu'institut des droits de l'homme indépendant reconnu, il constituera, en collaboration avec d'autres organisations et instituts, une vision indépendante et cohérente sur la sauvegarde des droits de l'homme et sur la manière dont la Belgique gère les droits de l'homme et les tensions éventuelles entre les droits entre eux. L'Institut sera chargé de produire des avis et rapports faisant autorité sur des questions liées aux droits de l'homme.

En outre, il fera office de centre d'information et de contact pour différents acteurs et autorités, allant des organisations onusiennes au citoyen individuel en passant par les instituts nationaux des droits de l'homme d'autres pays.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe een Mensenrechteninstituut op te richten bij de Kamer van volksvertegenwoordigers. Als (h)erkend onafhankelijk mensenrechteninstituut zal het, in samenwerking met andere organisaties en instituten, een onafhankelijke en samenhangende visie vormen over de bescherming van rechten van de mens en de manier waarop in België met de mensenrechten en eventuele spanningen tussen de rechten onderling wordt omgegaan. Het Instituut zal belast zijn met gezaghebbende en integrale adviezen en rapporten over mensenrechtenkwesties.

Bovendien zal het een informatie- en aanspreekpunt zijn voor diverse overheden en actoren, van VN-organisaties, over nationale mensenrechteninstituten uit andere landen, tot de individuele burger.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	:	Parti Socialiste
MR	:	Mouvement Réformateur
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
sp.a	:	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten
VB	:	Vlaams Belang
cdH	:	centre démocrate Humaniste
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones
LDD	:	Lijst Dedecker
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie
INDEP-ONAFH	:	Indépendant-Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes:
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.lachambre.be
courriel : publications@lachambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen:
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.dekamer.be
e-mail : publicaties@dekamer.be

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

A. Introduction

1. Normes en matière de droits de l'homme

Le préambule de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH), établie par la Société des Nations de l'époque au sortir de la Seconde Guerre mondiale, fait référence à la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables en tant que fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

*"Il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression."*¹ Si les droits de l'homme remontent déjà à plusieurs siècles, c'est la première fois qu'ils ont été consignés de manière aussi exhaustive dans cette Déclaration.

Par la suite, les droits et libertés, énumérés dans la DUDH, ont été élaborés plus avant dans divers traités globaux et régionaux.

La Charte des Nations Unies (ONU) fixe à son tour un objectif précis en matière de droits de l'homme:

*"Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire, en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion"*².

Le préambule de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) de 1950 nous apprend par ailleurs que *"le maintien de la justice et de la paix repose essentiellement sur un régime politique véritablement démocratique, d'une part, et, d'autre part, sur une conception commune et un commun respect des droits de l'homme dont ils se réclament"*³.

¹ <http://www.un.org/en/documents/udhr>.

² <http://www.un.org/en/documents/charter>.

³ http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_ENG.pdf.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

A. Inleiding

1. Mensenrechtenstandaarden

In de preambule van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens (UVRM), opgesteld door de toenmalige Volkerenbond in de naweeën van de Tweede Wereldoorlog, wordt verwezen naar de erkenning van de inherente waardigheid en van de gelijke en onvervreemdbare rechten van alle leden van de mensengemeenschap als grondslag voor de vrijheid, gerechtigheid en vrede in de wereld.

*"Het is van het grootste belang dat de rechten van de mens beschermd worden door de suprematie van het recht, opdat de mens niet gedwongen worde om in laatste instantie zijn toevlucht te nemen tot opstand tegen tirannie en onderdrukking"*¹. De mensenrechten gaan al vele eeuwen terug, maar ze werden voor het eerst op een dergelijke, allesomvattende manier neergelegd in deze Verklaring.

De rechten en vrijheden, die in de UVRM zijn opgesomd, werden later uitgewerkt in diverse globale en regionale verdragen.

Ook het Handvest van de Verenigde Naties (VN) bepaalt een duidelijke doelstelling inzake de mensenrechten:

*"Internationale samenwerking bereiken om internationale problemen van economische, sociale, culturele of humanitaire aard op te lossen en respect voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden voor allen, zonder onderscheid van ras, geslacht, taal of godsdienst te bevorderen en aan te moedigen"*².

De preambule van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM) van 1950 leert ons bovendien dat *"de handhaving van gerechtigheid en vrede steunt op een waarlijk democratische regeringsvorm en op het gemeenschappelijk begrip en de gemeenschappelijke eerbiediging van de rechten van de mens"*³.

¹ <http://www.un.org/en/documents/udhr>.

² <http://www.un.org/en/documents/charter>.

³ http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_ENG.pdf.

Enfin, en son Titre II, articles 8 à 32, la Constitution belge aborde en détail les Belges et leurs droits⁴.

2. *Que signifient les droits de l'homme?*

Tous les gens sur terre sont égaux et ont droit à une vie libre et conforme à la dignité humaine. Les droits de l'homme permettent donc à quiconque de vivre dans la dignité. Ils sont indispensables à un plein épanouissement, à une existence conforme à la dignité humaine. C'est pourquoi les droits de l'homme sont indépendants de circonstances fortuites, telles que le lieu de naissance, la couleur de la peau, le sexe, la religion ou les convictions. Les droits de l'homme sont inaliénables.

Les droits de l'homme sont également universels. Aujourd'hui, l'universalité des droits de l'homme se trouve encore renforcée par le fait que la grande majorité des pays ont adhéré à ceux-ci. Tout nouvel État membre des Nations Unies, en devenant membre, souscrit automatiquement à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme,

Enfin, les droits de l'homme sont aussi indivisibles: tous les êtres humains peuvent bénéficier de tous les droits de l'homme, et non pas de certains d'entre eux. Chaque droit est équivalent et égal. Tous les droits de l'homme sont interdépendants et certains droits ne sont pas plus importants ou prépondérants que d'autres.

Il est cependant question de différentes catégories ou générations de droits de l'homme. Une première catégorie est celle des droits civils et politiques. La liberté d'opinion, le droit de vote et le droit à la propriété relèvent entre autres de cette catégorie.

Une deuxième catégorie est constituée par les droits économiques, sociaux et culturels, tels que le droit au travail, le droit à un logement décent et le droit aux soins médicaux en cas de maladie.

Enfin, il y a les droits ou objectifs collectifs ou de solidarité, tels que le droit à la paix, au développement et à un environnement propre, sain.⁵

Surtout en comparaison avec les siècles passés, la garantie de l'exercice des droits de l'homme s'est avérée, ces 65 dernières années, dans la plupart des pays, constituer la base d'une société plus prospère et plus pacifique, hormis quelques exceptions de taille.

⁴ http://www.senate.be/doc/const_nl.html.

⁵ <http://www.aivl.be/wat-we-doen/thema/over-mensenrechten>.

Ook de Belgische Grondwet, ten slotte, wijdt in Titel II tussen artikelen 8 en 32 een ruime bespreking aan de Belgen en hun rechten⁴.

2. *Wat betekenen de mensenrechten?*

Alle mensen op aarde zijn gelijk en hebben recht op een vrij en menswaardig leven. De rechten van de mens staan dus eenieder toe om in waardigheid te leven. Ze zijn onontbeerlijk voor een volwaardige ontplooiing, voor een menswaardig bestaan. Daarom staan mensenrechten los van toevallige omstandigheden, zoals de plaats waar men geboren is, huidskleur, geslacht, geloof of overtuiging. De rechten van de mens zijn onvervreemdbaar.

Mensenrechten zijn ook universeel. Vandaag wordt de universaliteit van de mensenrechten nog versterkt door het feit dat het overgrote deel van de landen zich aan deze mensenrechten heeft verbonden. Elke nieuwe lidstaat van de Verenigde Naties onderschrijft, door lid te worden, automatisch de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Ten slotte zijn de rechten van de mens ook ondeelbaar: alle mensen kunnen genieten van alle rechten van de mens, en niet van sommige. Elk recht is evenwaardig en gelijk. Alle mensenrechten zijn onderling van elkaar afhankelijk en bepaalde rechten zijn niet belangrijker of doorslaggevender dan andere.

Toch wordt er gesproken over verschillende categorieën of generaties van mensenrechten. Een eerste categorie is die van de burgerlijke en politieke rechten. Zo onder meer de vrijheid van meningsuiting, stemrecht en het recht op eigendom behoren tot deze categorie.

Een tweede categorie zijn de economische, sociale en culturele rechten, zoals het recht op arbeid, het recht op degelijke huisvesting en het recht op medische zorg bij ziekte.

Ten slotte zijn er de collectieve- of solidariteitsrechten of doelstellingen, zoals het recht op vrede, op ontwikkeling en op een proper, gezond milieu.⁵

Zeker als we de vergelijking zouden maken met de eeuwen voordien, is de garantie van de uitoefening van de rechten van de mens de voorbije 65 jaren in de meeste landen de basis gebleken van een voorspoediger en een meer vreedvoller samenleven, enkele zware uitzonderingen niet te na gesproken.

⁴ http://www.senate.be/doc/const_nl.html.

⁵ <http://www.aivl.be/wat-we-doen/thema/over-mensenrechten>.

3. Suivi

Les droits de l'homme, le respect à l'égard de tout être humain et la dignité humaine inviolable requièrent un suivi permanent.

La garantie et l'application de ces droits sont une des caractéristiques d'un État de droit démocratique.

Pour la Belgique, la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme sont prioritaires, tant sur le plan national qu'au niveau des relations avec d'autres pays. Cela a été rappelé explicitement dans l'accord de gouvernement du gouvernement fédéral actuel⁶. Les sujets prioritaires de la Belgique dans le domaine des droits de l'homme sont notamment la lutte contre la peine de mort, la protection des droits des femmes et des enfants, la protection des défenseurs des droits de l'homme, la lutte contre toute forme de discrimination (en ce compris celle basée sur l'orientation sexuelle) et la lutte contre l'impunité⁷.

Notre pays a une solide réputation en matière de respect des droits de l'homme en ses frontières. Bien sûr, notre pays se fait rappeler à l'ordre par des institutions et des ONG des droits de l'homme dans divers domaines⁸, mais l'appréciation globale en matière de droits politiques, civils et sociaux dans le chef d'instituts renommés tels que Freedom House⁹, Transparency International¹⁰ et The Cingranelli-Richards (CIRI) Human Rights Dataset¹¹ classe notre pays dans le peloton de tête au niveau mondial et à celui de l'Union européenne.

Dans la première phase de la *Universal Periodic Review* réalisée au sein du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies (septembre 2011), notre pays a accepté plusieurs dizaines de recommandations sur la situation en matière de droits de l'homme dans notre pays¹². La grande majorité des pays nous a rappelé que le Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, prévoyant notamment l'organisation d'une institution pour le respect des droits, n'a pas encore été ratifié par le parlement. En outre, des

3. Opvolging

De rechten van de mens, het respect ten aanzien van elke andere mens en de onschendbare menselijke waardigheid behoeven voortdurende opvolging.

Het waarborgen en handhaven van deze rechten zijn één van de kenmerken van een democratische rechtsstaat.

Voor België is de bevordering en bescherming van de mensenrechten prioritair zowel op nationaal niveau als in de betrekkingen met andere landen. Dit werd in het regeerakkoord van de huidige federale regering uitdrukkelijk herhaald⁶. De prioritaire thema's op het gebied van mensenrechten voor België zijn onder andere de strijd tegen de doodstraf, de bescherming van de rechten van vrouwen en kinderen, de bescherming van mensenrechtenverdedigers, de strijd tegen elke vorm van discriminatie (met inbegrip van deze gebaseerd op seksuele oriëntatie) en de strijd tegen straffeloosheid⁷.

Ons land heeft een sterke reputatie inzake het respecteren van mensenrechten binnen de landsgrenzen. Het is evident dat ons land door instellingen en mensenrechten-ngo's op diverse vlakken op de vingers wordt getikt⁸, maar de algemene beoordeling op het vlak van politieke, burgerlijke en sociale rechten komende van gerenommeerde instituten als Freedom House⁹, Transparency International¹⁰ en The Cingranelli-Richards (CIRI) Human Rights Dataset¹¹ catalogeert ons land bij de top van de landen in de wereld en in de Europese Unie.

In de eerste fase van de *Universal Periodic Review* in de schoot van de VN-Mensenrechtenraad (september 2011) aanvaardde ons land vele tientallen aanbevelingen over de situatie van de mensenrechten in ons land¹². De ruimschoots grootste groep landen wees ons land er op dat het Optioneel Protocol bij het VN-Verdrag tegen Foltering en Wrede, Onmenselijke en Vernederende Behandelingen en Bestrafingen, met daarin vervat de organisatie van een nalevingsinstelling, nog niet door het parlement is geratificeerd. Daarnaast werden bezorgdheden geuit over de leefomstandigheden van

⁶ <http://premier.fgov.be/nl/regeerakkoord>.

⁷ <http://diplomatie.belgium.be/nl/Beleid/beleidsthemas/mensenrechten>.

⁸ Voir p. ex <http://www.amnesty.org/en/region/belgium>.

⁹ Voir comparaison avec d'autres pays http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/FIW_%202013_%20Charts_%20and_%20Graphs_%20for_%20Web_0.pdf.

¹⁰ <http://www.transparency.org>.

¹¹ <http://www.humanrightsdata.org/index.asp>.

¹² 88 au total, voir <http://www.upr-info.org/-Belgium-.html>.

⁶ <http://premier.fgov.be/nl/regeerakkoord>.

⁷ <http://diplomatie.belgium.be/nl/Beleid/beleidsthemas/mensenrechten/>.

⁸ Zie bv. <http://www.amnesty.org/en/region/belgium>.

⁹ Bekijk vergelijking met andere landen http://www.freedomhouse.org/sites/default/files/FIW_%202013_%20Charts_%20and_%20Graphs_%20for_%20Web_0.pdf.

¹⁰ <http://www.transparency.org>.

¹¹ <http://www.humanrightsdata.org/index.asp>.

¹² 88 in totaal, zie <http://www.upr-info.org/-Belgium-.html>.

préoccupations ont été émises en ce qui concerne les conditions de vie des détenus (surpopulation) dans les prisons et des demandeurs d'asile¹³.

4. Vers un Institut des droits de l'homme

L'accord de gouvernement fédéral du 1^{er} décembre 2011 stipule: *"Dans le respect de nos engagements internationaux, une commission nationale des Droits de l'Homme doit être mise sur pied, en concertation avec les Communautés et les Régions. Il sera tenu compte des institutions existantes."*¹⁴

Dans la note de principe approuvée le 23 juillet 2012 par le Comité de concertation dans le cadre du Centre interfédéral pour l'Egalité des chances et la Lutte contre le racisme et les discriminations, la notion de "commission nationale des Droits de l'Homme" prévue dans l'accord de gouvernement est remplacée par "institution interfédérale des droits de l'homme". Un groupe de travail préparatoire a été chargé d'élaborer, d'ici le 30 juin 2013 "un projet d'accord de coopération portant création d'un institut coupole interfédéral des droits de l'homme", où l'on "tiendra compte des autres institutions existantes tant au niveau des entités fédérées qu'au niveau fédéral, qui exercent déjà un mandat en matière de droits de l'homme"¹⁵.

Depuis plusieurs années déjà, des ONG internationales¹⁶ et des organismes publics dans le domaine des droits de l'homme pressent notre pays de créer un institut des droits de l'homme. Dès 1946, le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a institué des commissions ou instituts de ce type comme entités nationales censées contribuer, sur le plan international, au respect des normes de l'ONU en matière de droits de l'homme et à l'amélioration de la communication entre l'ONU et ses États membres.¹⁷ Aujourd'hui, l'ONU parle de "acteurs publics investis d'un mandat constitutionnel et/ou légal pour promouvoir et protéger les droits de l'homme"¹⁸.

gedetineerden (overbevolking) in de gevangenissen en van asielzoekers¹³.

4. Naar een mensenrechteninstituut

In het federaal regeerakkoord van 1 december 2011 staat te lezen: *"Om onze internationale verbintenissen na te leven moet er, in overleg met de Gemeenschappen en de Gewesten, een nationale mensenrechtencommissie worden opgericht. Zij zal met de bestaande instellingen rekening houden."*¹⁴

In de op 23 juli 2012 door het Overlegcomité goedgekeurde principsnota in het kader van het Interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en Bestrijding van Discriminatie en Racisme, worden de termen "nationale mensenrechtencommissie" van het federaal regeerakkoord vervangen door "interfederale mensenrechteninstelling". Een voorbereidende werkgroep heeft de opdracht tegen 30 juni 2013 een "ontwerp van samenwerkingsakkoord houdende de oprichting van een interfederaal koepelinstituut voor de mensenrechten uit te werken", waarbij "rekening gehouden zal worden met andere bestaande instellingen, op federaal en deelstatelijk niveau, die reeds een mensenrechtenmandaat uitoefenen"¹⁵.

Reeds verschillende jaren sporen internationale ngo's¹⁶ en publieke instellingen op mensenrechtenvlak ons land aan om een mensenrechteninstituut op te richten. Reeds in 1946 benoemde de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties (ECOSOC) dergelijke commissies of instituten als nationale entiteiten die zouden bijdragen tot het naleven van VN mensenrechtenstandaarden op nationaal niveau en tot het verbeteren van communicatie tussen de VN en zijn lidstaten.¹⁷ Nu spreekt de VN over "staatsactoren met een grondwettelijk en/of wettelijk mandaat om mensenrechten te promoten en beschermen".¹⁸

¹³ Voir explications détaillées sur www.geneve2016.be, site web sur lequel j'essaie, tant bien que mal, de faire rapport sur l'état d'avancement.

¹⁴ http://premier.fgov.be/sites/all/themes/custom/tcustom/Files/Regeerakkoord_1_december_2011.pdf.

¹⁵ Voir note de politique générale du Ministre de l'Egalité des chances, Document de la Chambre, 53K2586/013, chapitre 2.8.

¹⁶ Voir notamment sous le point 1.1. du memorandum électoral 2007 d'Amnesty International http://www.aivl.be/sites/default/files/bijlagen/Memorandum_Amnesty_International_2007.pdf.

¹⁷ ECOSOC, résolution 2/9, 21 juni 1946, § 5.

¹⁸ Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme, 'National Human Rights Institutions: History, Principles, Roles and Responsibilities', Professional Training Series no. 4, 2010, tel que consigné par Katrien Meuwissen, TvMR n° 1, premier trimestre 2012.

¹³ Zie verdere uitleg via www.geneve2016.be, website waar ik zo goed en zo kwaad als mogelijk een voortgangsrapportering meegeef.

¹⁴ http://premier.fgov.be/sites/all/themes/custom/tcustom/Files/Regeerakkoord_1_december_2011.pdf.

¹⁵ Zie verder in beleidsnota minister van Gelijke Kansen, Kamerdocument 53K2586/013, hoofdstuk 2.8.

¹⁶ Zie onder meer punt 1.1. in het verkiezingsmemorandum 2007 van Amnesty International http://www.aivl.be/sites/default/files/bijlagen/Memorandum_Amnesty_International_2007.pdf.

¹⁷ ECOSOC, resolutie 2/9, 21 juni 1946, § 5.

¹⁸ Hoge Commissaris voor de Mensenrechten, 'National Human Rights Institutions: History, Principles, Roles and Responsibilities', Professional Training Series no. 4, 2010, zoals opgetekend door Katrien Meuwissen, TvMR nr 1, eerste kwartaal 2012.

La présente proposition de loi crée un institut des droits de l'homme, selon la dénomination internationale, en tenant compte des organismes existants et en lui permettant de se concerter de manière organique, tant avec les Communautés et les Régions, qu'avec les institutions existantes.

Cet institut a pour objectif de se transformer en une structure de coordination interfédérale, qui, dans les limites de son autonomie et sur la base des Principes de Paris¹⁹, pourra également prendre des initiatives dans certains domaines des droits de l'homme dans lesquels les institutions existantes ne déploient actuellement pas d'activités.

5. Principes de Paris

En sa résolution 48/134 du 20 décembre 1993²⁰, l'Assemblée générale des Nations Unies a fixé un certain nombre de critères relatifs à (l'institution) d'instituts nationaux des droits de l'homme, qui sont repris dans les "*Principles relating to the Status of National Institutions*" (ONU doc. A/RES/48/134)²¹, dénommés ci-après les "Principes de Paris".

Depuis 1993, 103 instituts nationaux des droits de l'homme ont été créés partout dans le monde²², dont 69 entièrement conformes aux Principes de Paris²³. Entre-temps, tous nos pays voisins se sont dotés d'un tel institut national des droits de l'homme doté du statut A²⁴, à l'exception des Pays-Bas où ce sera apparemment chose faite d'ici la fin de l'année.

La présente proposition de loi vise à obtenir le statut A dans le cadre de l'ONU. C'est pourquoi les tâches et les compétences de l'Institut ainsi que l'organisation et la composition de la nouvelle organisation y sont définies de manière à répondre aux Principes de Paris.

Ce statut A donne droit à une participation à part entière au "*International Coordinating Committee of National Institutions for the Protection and Promotion of Human Rights*", en abrégé ICC. Ce comité a été créé en 1993 afin de coordonner, à l'échelle mondiale, les

Dit wetsvoorstel richt een mensenrechteninstituut op, zoals de internationale benaming luidt, dat met de bestaande instellingen rekening houdt en dat toelaat op organische wijze in overleg te treden met de Gemeenschappen en Gewesten, zowel als met de bestaande instellingen.

De doelstelling van dit instituut is dat het de vorm aanneemt van een interfederale koepelstructuur, dat binnen haar onafhankelijkheid en op basis van de Paris Principles¹⁹ ook initiatieven kan nemen in domeinen binnen de mensenrechten waarrond de bestaande instellingen momenteel geen activiteiten ontwikkelen.

5. Paris Principles

De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties heeft in resolutie 48/134 van 20 december 1993²⁰ een aantal criteria vastgelegd voor (de instelling) van nationale mensenrechteninstellingen, die zijn opgenomen in de "*Principles relating to the Status of National Institutions*" (VN doc. A/RES/48/134)²¹, hierna de "Paris Principles" genaamd.

Sinds 1993 zijn er wereldwijd 103 nationale mensenrechteninstellingen opgericht²², waarvan 69 volledig conform de *Paris Principles*²³. Al onze buurlanden hebben ondertussen een dergelijk nationaal mensenrechteninstituut met A-status verworven²⁴, enkel voor Nederland is dit blijkbaar voorzien aan het eind van het jaar.

Dit wetsvoorstel streeft naar het verkrijgen van de A-status in VN-verband. Daarom zijn de taken en bevoegdheden van het Instituut, alsmede de inrichting en samenstelling van de nieuwe organisatie zodanig in dit wetsvoorstel beschreven, dat zij zouden voldoen aan de Paris Principles.

De zogenoemde A-status geeft recht op een volwaardige deelname bij de "*International Co-ordinating Committee of National Institutions for the Protection and Promotion of Human Rights*", kortweg het ICC. Dit comité werd in 1993 opgericht om de activiteiten

¹⁹ Voir chapitre suivant de l'Exposé des motifs.

²⁰ <http://www.un.org/documents/ga/res/48/a48r134.htm>.

²¹ <http://www.ohchr.org/en/countries/nhri/pages/nhrimain.aspx>.

²² Dont le Centre belge pour l'Egalité des chances et la Lutte contre le racisme, doté d'un statut B selon les Principes de Paris.

²³ Situation au 5 juin 2013 voir <http://nhri.ohchr.org/EN/AboutUs/Pages/HistoryNHRIs.aspx>.

²⁴ Voir http://nhri.ohchr.org/EN/Contact/NHRIs/Documents/NHRI_May2012_map_web2_%20rev2.pdf.

¹⁹ Zie volgende hoofdstuk van de toelichting.

²⁰ <http://www.un.org/documents/ga/res/48/a48r134.htm>.

²¹ <http://www.ohchr.org/en/countries/nhri/pages/nhrimain.aspx>.

²² Waaronder het Belgische Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding, met een B-statut volgens de Paris Principles.

²³ Situatie op 5 juni 2013 te lezen op <http://nhri.ohchr.org/EN/AboutUs/Pages/HistoryNHRIs.aspx>.

²⁴ Zie http://nhri.ohchr.org/EN/Contact/NHRIs/Documents/NHRI_May2012_map_web2_%20rev2.pdf.

activités des divers instituts de droits de l'homme et de faire en sorte que ceux-ci opèrent conformément aux Principes de Paris. À cet effet, l'ICC collabore par exemple avec le Bureau du Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme et avec le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU. Par ailleurs, on procède à l'échange de connaissances et à l'organisation de réunions. En outre, l'ICC juge si les instituts existants et nouvellement créés répondent aux Principes de Paris²⁵.

Selon les Principes de Paris, un institut des droits de l'homme est censé promouvoir le respect des droits de l'homme et protéger ceux-ci dans le cadre de l'ordre juridique national et il doit disposer d'un mandat le plus large possible qui englobe tous les droits de l'homme.

Un institut des droits de l'homme a pour mission de jouer un rôle de conseil en matière de textes législatifs et réglementaires et de mesures politiques (envisagés), de faire un travail de recherche, de rapporter et de formuler des recommandations, de monitorer et de surveiller, de promouvoir l'alignement de la législation nationale sur les normes internationales, d'inciter à la ratification d'instruments internationaux, de collaborer aux rapportages au niveau international et de jouer un rôle de conseil à cet égard, de collaborer (notamment sur le plan international), de soutenir la recherche et l'enseignement et d'y participer et de contribuer à la diffusion des (efforts consentis en matière de lutte contre les violations des) droits de l'homme par l'information, l'éducation et la publicité.

Un institut des droits de l'homme peut avoir la compétence de traiter les plaintes individuelles et d'assister les victimes de violations des droits de l'homme.

Pour effectuer ces tâches, l'institut doit être indépendant et composé de manière pluraliste, disposer d'expertise, avoir une forme juridique de droit public, pouvoir définir ses propres activités, disposer de garanties d'indépendance, de préférence fixées dans la loi, telles que l'autonomie financière et l'indépendance en matière de nomination et de licenciement de ses membres et collaborateurs, avoir accès à toutes les données nécessaires et entretenir de bons contacts avec d'autres organisations et institutions tout en préservant son indépendance.

Les Principes de Paris exigent que l'institut soit indépendant (du pouvoir exécutif). L'institut doit être en mesure de fixer ses priorités sur la base d'un mandat légalement défini qui établit sa compétence de procéder, de manière autonome et sans ingérence de

van de diverse instituten van de mensenrechten wereldwijd te coördineren en ze in overeenstemming met de '*Paris Principles*' te laten functioneren. Hiertoe werkt het ICC samen met bijvoorbeeld het bureau van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten en de Mensenrechtenraad van de VN. Daarnaast wordt kennis uitgewisseld en worden bijeenkomsten georganiseerd. Bovendien beoordeelt het ICC of de bestaande en nieuwe instituten voldoen aan de *Paris Principles*²⁵.

Volgens de Paris Principles moet een mensenrechteninstituut de naleving van mensenrechten bevorderen en deze binnen de nationale rechtsorde beschermen en een zo breed mogelijk mandaat hebben, dat alle mensenrechten omvat.

Een mensenrechteninstituut heeft de bevoegdheid om te adviseren over (voorgenomen) wet- en regelgeving en beleid, onderzoek te doen, te rapporteren en aanbevelingen op te stellen, te monitoren en toezicht te houden, de harmonisatie van nationale wetgeving aan internationale standaarden te bevorderen, aan te sporen tot de ratificatie van internationale instrumenten, mee te werken aan en te adviseren over rapportages op internationaal niveau, samen te werken (onder andere op internationaal niveau), onderzoek en onderwijs te ondersteunen en hieraan deel te nemen en aan bekendheid van (inspanningen gericht tegen schendingen van) mensenrechten door voorlichting, educatie en publiciteit bij te dragen.

Een mensenrechteninstituut kan de bevoegdheid hebben om individuele klachten te behandelen en steun te verlenen aan slachtoffers van mensenrechtenschendingen.

Voor de uitvoering van deze taken behoort het instituut onafhankelijk, pluralistisch samengesteld en deskundig te zijn, een publiekrechtelijke rechtsvorm te hebben, zijn eigen werkzaamheden te kunnen bepalen, te beschikken over onafhankelijkheidswaarborgen, die bij voorkeur in de wet zijn vastgelegd, zoals financiële onafhankelijkheid en onafhankelijkheid bij de benoeming en het ontslag van leden en medewerkers, toegang te krijgen tot alle benodigde gegevens en goede contacten te onderhouden met andere organisaties en instellingen met behoud van zijn onafhankelijkheid.

De *Paris Principles* eisen dat het instituut onafhankelijk (van de uitvoerende macht) is. Het instituut dient in staat te zijn, zijn prioriteiten vast te stellen op basis van een wettelijk omschreven mandaat waarin de bevoegdheid is vastgelegd om zelfstandig, vrij van sturing door

²⁵ <http://nhri.ohchr.org/EN/Pages/default.aspx>.

²⁵ <http://nhri.ohchr.org/EN/Pages/default.aspx>.

l'autorité publique, à des investigations sur toutes violations des droits de l'homme, de contrôler le respect de ceux-ci, d'adopter des points de vue et d'informer le grand public.

En dépit de l'indépendance souhaitée de l'institut, celui-ci ne pourra être séparé complètement de l'autorité publique. Contrairement à une organisation non gouvernementale, les tâches sont fixées par la loi. Le législateur assure dès lors un rôle central dans la nomination des membres du Conseil d'administration de l'Institut, la définition de la nature et de l'ampleur des tâches, l'octroi d'une enveloppe budgétaire et la fixation des conditions de financement.

En outre, les Principes de Paris posent des exigences en matière de pluralisme: l'organisation doit être le reflet des différents acteurs sociétaux associés à la sauvegarde des droits de l'homme.

Les autorités nationales sont libres de choisir la structure la plus appropriée pour l'institut, pour autant que celle-ci réponde aux prémisses et conditions précitées.

Le statut A n'est généralement pas accordé avant l'introduction du premier rapport annuel de la nouvelle organisation.

Notre pays a déjà essayé d'obtenir le statut A pour le Centre pour l'Egalité des chances et la Lutte contre le racisme, mais cette tentative a échoué en raison du mandat trop limité du Centre et de l'absence de règles précises pour garantir le pluralisme (également au niveau de la composition de la direction) et le fonctionnement indépendant du Centre.²⁶

B. L'Institut

1. Définition des tâches

La présente proposition de loi vise à créer un Institut des droits de l'homme (dénommé ci-après l'Institut). Celui-ci aura pour objet de protéger les droits de l'homme dans notre pays et d'en promouvoir le respect. Sur le plan du respect et de la promotion des droits de l'homme, l'Institut sera un relais essentiel entre les différentes autorités, la société civile et les organisations nationales et internationales.

²⁶ ICC Accreditation Report 2010, no. 3.6.

de overheid onderzoek te doen naar schendingen van de mensenrechten, toezicht te houden op de naleving van de mensenrechten, standpunten in te nemen en een breed publiek voor te lichten.

Ondanks de gewenste onafhankelijkheid van het instituut kan dit niet volledig worden gescheiden van de overheid. In tegenstelling tot een niet-gouvernementele organisatie worden de taken wettelijk vastgelegd. De wetgever heeft dan ook een centrale rol bij de benoeming van de leden van de Raad van Bestuur van het Instituut, het bepalen van de aard en de omvang van de taakomschrijving, het toekennen van een budgettaire enveloppe en de vaststelling van de financieringsvoorwaarden.

Daarnaast stellen de *Paris Principles* eisen aan pluriformiteit: de organisatie moet een weerspiegeling zijn van verschillende, bij mensenrechtenbescherming betrokken actoren in de samenleving.

Nationale overheden zijn vrij om de meest geschikte structuur voor het instituut te kiezen, zo lang die maar voldoet aan de genoemde uitgangspunten en voorwaarden.

De A-status wordt doorgaans niet eerder toegekend dan na indiening van het eerste jaarverslag van de nieuwe organisatie.

Ons land poogde reeds een A-status te bekomen voor het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding, maar dat mislukte vermits het te beperkte mandaat van het Centrum en het gebrek aan duidelijke regels voor een gegarandeerd pluralisme (ook in de samenstelling van het bestuur) en onafhankelijke werking van het Centrum.²⁶

B. Het Instituut

1. Taakomschrijving

Dit wetsvoorstel strekt er toe een mensenrechteninstituut (verder: het Instituut) op te richten. Het zal tot doel hebben de mensenrechten in ons land te beschermen en de naleving daarvan te bevorderen. Het Instituut zal op het vlak van de eerbiediging en de bevordering van de mensenrechten een cruciale schakel zijn tussen de verschillende overheden, het maatschappelijk middenveld, nationale en internationale organisaties.

²⁶ ICC Accreditation Report 2010, no. 3.6.

a) *Propre agenda*

Compte tenu du large mandat conféré à l'Institut et du propre agenda que celui-ci peut développer dans les limites du mandat fixé par la loi, la présente proposition de loi ne reprend pas de définition des droits de l'homme.

L'Institut doit fixer des priorités lors de l'établissement d'un programme de travail, en tenant compte du terrain d'action des organismes déjà existants²⁷ et faire preuve de la flexibilité nécessaire.

Outre le TUDH, la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (en abrégé TEDH) et la Constitution belge, cités déjà ci-dessus, les droits de l'homme figurent notamment dans la Charte sociale européenne²⁸, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne²⁹, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³⁰, le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels³¹, la Convention internationale relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³², la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants³³, la Convention internationale des droits des enfants³⁴, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes³⁵, la Convention relative aux droits des personnes handicapées³⁶, etc.

En outre, les nombreuses conventions, directives, recommandations et déclarations faites par et entre diverses instances peuvent être source d'inspiration pour le programme de travail.

Le fait que l'Institut puisse s'occuper (des violations) de tous les droits de l'homme ne signifie pas pour autant que cela se fera dans la même mesure pour tous les droits. Il appartiendra à l'Institut de prendre

²⁷ Certaines conventions énumérées ici relèvent déjà des tâches d'institutions existantes, telles que le Centre interfédéral pour l'Égalité des chances et la Lutte contre le racisme et les discriminations, en voie de création, ou l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes.

²⁸ <http://www.coe.int/T/DGHL/Monitoring/SocialCharter/>.

²⁹ http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_en.pdf.

³⁰ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>.

³¹ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>.

³² <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CERD.aspx>.

³³ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CAT.aspx>.

³⁴ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>.

³⁵ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>.

³⁶ <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRPD/Pages/ConventionRightsPersonsWithDisabilities.aspx>

a) *Eigen agenda*

Gezien het brede mandaat dat het Instituut wordt toegewezen en de eigen agenda die het Instituut kan ontwikkelen binnen het door de wet aangewezen mandaat, wordt in dit wetsvoorstel geen definitie van mensenrechten opgenomen.

Het Instituut dient prioriteiten te stellen bij het opstellen van een werkprogramma, rekening houdend met het werkkterrein van reeds bestaande instellingen²⁷ en de nodige flexibiliteit aan de dag te leggen.

Naast de reeds eerder geciteerde UVRM, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (kortweg EVRM) en de Belgische Grondwet, staan de mensenrechten vermeld in onder andere het Europees Sociaal Handvest²⁸, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie²⁹, het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten³⁰, het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten³¹, het Internationaal Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie³², het Verdrag tegen foltering en andere wrede, onmenselijke of ontorende behandeling of bestraffing³³, het Verdrag inzake de rechten van het kind³⁴, het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen³⁵, het Verdrag inzake de rechten van personen met een handicap³⁶, enz...

Daarnaast kunnen de vele overeenkomsten, richtlijnen, aanbevelingen en verklaringen van en tussen diverse instanties bron zijn van werkprogramma.

Dat het Instituut zich met (de schendingen van) alle mensenrechten bezig kan houden, betekent niet dat dit voor alle rechten in dezelfde mate ook zal gebeuren. Het is aan het Instituut om beslissingen te nemen over

²⁷ Sommige verdragen die nu worden opgesomd vallen reeds onder het takenpakket van bestaande instellingen, zoals het -in oprichting zijnde- Interfederaal Centrum voor Gelijke Kansen en de Bestrijding van Discriminatie en Racisme of het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen..

²⁸ <http://www.coe.int/T/DGHL/Monitoring/SocialCharter/>.

²⁹ http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_en.pdf.

³⁰ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>.

³¹ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CESCR.aspx>.

³² <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CERD.aspx>.

³³ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CAT.aspx>.

³⁴ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx>.

³⁵ <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CEDAW.aspx>.

³⁶ <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRPD/Pages/ConventionRightsPersonsWithDisabilities.aspx>.

des décisions sur ses travaux et donc également sur la fixation des priorités.

À cet égard, les lacunes existant au niveau de la mise en œuvre des recommandations UPR peuvent être une source d'inspiration, telles que la ratification, réclamée depuis longue date, du Protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT), et, partant, le suivi des mauvaises conditions de vie des détenus dans nos établissements pénitentiaires, etc.

b) Tâches légales

Par ailleurs, la présente proposition de loi énumère une série de tâches légales.

L'Institut doit faire un travail de recherche sur la sauvegarde des droits de l'homme, formuler des recommandations dans le domaine des droits de l'homme et faire rapport sur celles-ci et conseiller en matière de textes législatifs et réglementaires (conceptuels) et de décisions politiques qui ont un impact direct ou indirect sur les droits de l'homme.

Par ailleurs, il doit faire un travail d'information sur le plan des droits de l'homme et encourager et coordonner l'enseignement de ceux-ci, stimuler la recherche sur la sauvegarde des droits de l'homme.

L'Institut doit collaborer structurellement avec les organisations de la société civile et les organismes nationaux, européens et internationaux, entre autres via l'organisation d'activités en collaboration avec des organisations de la société civile.

L'Institut est censé promouvoir le dialogue et la coopération entre les institutions et associations nationales des droits de l'homme et organiser le soutien et l'assistance aux associations actives dans le domaine des droits de l'homme, ou pour des projets visant à promouvoir les droits de l'homme.

Dans les limites de son objectif, l'Institut doit apporter de l'aide à quiconque demande conseil quant à l'extension de ses droits de l'homme. Cette aide permettra à l'intéressé d'obtenir des informations et des conseils sur les moyens qu'il peut mettre en œuvre pour faire valoir ses droits.

À cet effet, l'Institut doit collecter et fournir toutes les informations, documentations et archives nécessaires. Par ailleurs, il est également chargé de collecter toutes données statistiques et décisions judiciaires utiles à

zijn werkzaamheden en dus ook het vaststellen van prioriteiten daarbij.

Daarbij kunnen bestaande hiaten in de opvolging van de UPR-aanbevelingen een bron van inspiratie zijn, zoals de reeds lang gevraagde ratificatie van het Facultatief Protocol bij het VN-Verdrag tegen Folteringen en andere Wrede, Onmenselijke en Vernederende behandelingen of bestraffingen (OPCAT), en als resultaat hiervan de opvolging van de slechte leefomstandigheden van de gevangenen in onze penitentiaire instellingen, enz...

b) Wettelijke taken

Daarnaast somt dit wetsvoorstel ook een aantal wettelijke taken op.

Het Instituut dient onderzoek te doen naar de bescherming van mensenrechten, te rapporteren over en het doen van aanbevelingen op het terrein van mensenrechten en te adviseren over (concept)wet- en regelgeving en beleid dat direct of indirect betrekking heeft op mensenrechten.

Tevens dient het voorlichting te geven op het terrein van mensenrechten en het onderwijs over de rechten van de mens te stimuleren en te coördineren, het onderzoek naar de bescherming van de rechten van de mens te stimuleren.

Het Instituut dient structureel samen te werken met maatschappelijke organisaties en nationale, Europese en internationale instellingen, onder meer door het organiseren van activiteiten in samenwerking met maatschappelijke organisaties.

Het Instituut dient de dialoog en samenwerking tussen nationale mensenrechteninstellingen en verenigingen te bevorderen, evenals het organiseren van ondersteuning en bijstand aan de verenigingen die actief zijn op het vlak van mensenrechten, of voor projecten ter bevordering van mensenrechten.

Binnen de perken van zijn doelstelling dient het Instituut hulp te verlenen aan iedereen die om raad vraagt in verband met de omvang van zijn mensenrechten. Die hulp laat de betrokkene toe om inlichtingen en raadgevingen te verkrijgen over de middelen die hij kan aanwenden om zijn rechten te doen gelden.

Het Instituut dient hiertoe alle nodige informatie, documentatie en archieven aan te leggen en te verstrekken. Daarnaast heeft het ook als taak om statistische gegevens en de rechterlijke beslissingen te verzamelen en te

l'évaluation des lois et collecter et publier les réglementations relatives aux droits de l'homme.

Enfin, il doit inciter nos autorités publiques à ratifier, à mettre en œuvre et à respecter les traités sur les droits de l'homme et à abandonner les réserves émises dans le cadre de tels traités, à mettre en œuvre et à respecter les décisions contraignantes d'organisations de droit international relatives aux droits de l'homme et à respecter les recommandations européennes ou internationales en matière de droits de l'homme.

c) En ce qui concerne le traitement des plaintes

Les Principes de Paris laissent le choix d'autoriser l'institut national des droits de l'homme à traiter les plaintes individuelles.

À ce jour, on ne compte à l'étranger que quelques instituts des droits de l'homme qui jugent de plaintes individuelles, et là où cela se fait, on a procédé à l'intégration du service de médiation et de l'institut des droits de l'homme.

Dans une première phase, en vertu de la présente proposition de loi, l'Institut ne se chargera pas du traitement de plaintes individuelles. La présente proposition de loi entend éviter que, dans la phase initiale de la création de l'Institut, on focalise trop sur la délimitation des compétences en ce qui concerne les plaintes individuelles.

Dans une phase ultérieure, on pourra examiner de manière organique comment l'Institut pourrait jouer un rôle en matière de traitement des plaintes, en concertation avec les organismes existants qui prennent en charge les plaintes individuelles de citoyens et d'associations lésés.

d) Tâches par rapport à d'autres organisations

Nombre d'organismes officiels, tels que l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes³⁷, le Centre pour l'Égalité des chances et la Lutte contre le racisme³⁸, la Commission de protection de la vie privée³⁹, la Commission nationale des Droits de l'enfant,⁴⁰ ... s'occupent, chacun sur son propre terrain, de la promotion des droits de l'homme.

³⁷ www.igvm-iefh.belgium.be.

³⁸ www.diversiteit.be.

³⁹ www.privacycommissie.be.

⁴⁰ www.ncrk.be.

publiceren die nuttig zijn voor de evaluatie van de wetten en reglementeringen betreffende mensenrechten.

Ten slotte dient het onze overheden aan te sporen tot de ratificatie, implementatie en naleving van verdragen over de rechten van de mens en tot de opheffing van voorbehouden bij zulke verdragen, tot de implementatie en naleving van bindende besluiten van volkenrechtelijke organisaties over de rechten van de mens en tot de naleving van Europese of internationale aanbevelingen over de rechten van de mens.

c) Wat de klachtenbehandeling betreft

De Paris Principles laten de mogelijkheid open om het nationaal mensenrechteninstituut toe te laten om individuele klachten te behandelen.

Er zijn tot op heden in het buitenland slechts enkele mensenrechteninstituten die individuele klachten beoordelen, en waar dat toch gebeurt, heeft een integratie plaatsgevonden tussen de ombudsman en het mensenrechteninstituut.

In een eerste fase zal het Instituut volgens dit wetsvoorstel geen eigen individuele klachtenbehandeling op zich nemen. Dit wetsvoorstel wil vermijden dat in de beginfase van het ontstaan van het Instituut te veel aandacht gaat naar de bevoegdheidsafbakening wat individuele klachten betreft.

In een latere fase kan op organische wijze nagegaan worden op welke wijze het Instituut een rol kan spelen in klachtenbehandeling, in overleg met de reeds bestaande instellingen die individuele klachten van benadeelde burgers en verenigingen ter harte nemen.

d) Taken in verhouding tot andere organisaties

Tal van officiële instellingen zoals het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen³⁷, het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding³⁸, de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer³⁹, de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind⁴⁰, ... zijn elk op een eigen terrein begaan met de bevordering van de mensenrechten.

³⁷ www.igvm-iefh.belgium.be.

³⁸ www.diversiteit.be.

³⁹ www.privacycommissie.be.

⁴⁰ www.ncrk.be.

En outre, il y a sans doute des centaines d'associations de la société civile et de groupements d'associations qui œuvrent en faveur de la sauvegarde des droits de l'homme, tels qu'*Amnesty International*⁴¹, *Vluchtelingenwerk*⁴², *Pax Christi*⁴³, la Liga voor Mensenrechten⁴⁴, la Ligue des droits de l'Homme⁴⁵, le *Vrouwen Overleg Comité*⁴⁶, le *Vrouwenraad*⁴⁷ et le CFFB⁴⁸, 11.11.11⁴⁹, FOS-SocSol⁵⁰, çavaria⁵¹, Arc-en-Ciel Wallonie⁵² et *Rainbow House*⁵³, etc.

Jusqu'à présent, divers organisations et instituts couvrent chacun une partie du terrain des droits de l'homme et abordent les questions des droits de l'homme à partir de leur propre perspective. Il existe toutefois également un besoin en matière de conseil, de formation d'opinion et de recherche sur les questions et les propositions relatives aux droits de l'homme dans leur globalité et leur interdépendance. L'Institut peut jouer un rôle important à cet égard.

La première mission du Conseil d'administration de l'Institut sera d'établir son ensemble de tâches, en fonction de la définition de celles-ci et en concertation avec d'autres acteurs du terrain, si bien que l'Institut aura, selon les Principes de Paris, une plus-value et comblera des lacunes, sans que certaines activités soient réalisées en double.

Dès lors que les Principes de Paris formulent les tâches en termes larges, un chevauchement de certaines tâches est inévitable. Or, un tel chevauchement ne devrait pas automatiquement aboutir à ce que certaines tâches soient effectuées en double. Cela peut être évité en faisant les bons choix stratégiques dans le cadre du plan stratégique et exécutif et du règlement de l'Institut à établir également. À cet égard, il convient de tenir compte des responsabilités qui sont confiées à l'Institut des droits de l'homme sur la base des Principes de Paris.

Le vaste terrain d'action comparé à la taille relativement limité de l'Institut fera que celui-ci sera amené à utiliser l'expertise présente auprès de toutes les institutions existantes et d'autres organisations. Les modalités de cette collaboration avec des institutions existantes

Daarnaast zijn er wellicht honderden maatschappelijke verenigingen en koepels van verenigingen die opkomen voor de bescherming van de mensenrechten, zoals Amnesty International⁴¹, Vluchtelingenwerk⁴², Pax Christi⁴³, De Liga voor Mensenrechten⁴⁴, de Ligue des droits de l' Homme⁴⁵, het Vrouwen Overleg Comité⁴⁶, de Vrouwenraad⁴⁷ en de CFFB⁴⁸, 11.11.11⁴⁹, FOS-SocSol⁵⁰, çavaria⁵¹, Arc-en-Ciel Wallonie⁵² en Rainbow House⁵³, enzovoort.

Tot dusver bestrijken diverse organisaties en instituten ieder een deel van het mensenrechtelijke terrein en belichten mensenrechtenvraagstukken elk vanuit hun eigen perspectief. Er is echter ook behoefte aan advies, opinievorming over en onderzoek naar mensenrechtenvraagstukken en -voorstellen in hun volle omvang en onderlinge samenhang. Het Instituut kan hierin een belangrijke rol spelen.

De eerste taak van de raad van bestuur van het Instituut zal zijn om haar takenpakket op te stellen, in functie van de taakomschrijving van en in overleg met andere spelers op het terrein, zodat het Instituut volgens de Paris Principles meerwaarde zal hebben en lacunes zal opvullen, zonder dat bepaalde werkzaamheden dubbel worden uitgevoerd.

Door de ruime formulering van taken in de Paris Principles, is een overlapping van taakomschrijving niet te voorkomen. Maar een dergelijke overlapping hoeft niet automatisch te leiden tot het dubbel uitvoeren van bepaalde taken. Dit kan voorkomen worden door de juiste beleidsmatige keuzes op te nemen in het op te stellen beleids- en uitvoeringsplan en het eveneens op te stellen reglement voor het Instituut. Daarbij dient rekening gehouden te worden met de verantwoordelijkheden die op grond van de Paris Principles aan het mensenrechteninstituut zijn toegekend.

Het omvangrijke werkterrein in verhouding met de relatief beperkte omvang van het Instituut zal ertoe leiden dat de organisatie gebruik zal maken van de expertise die bij alle bestaande instellingen, en bij organisaties aanwezig is. De manier waarop de samenwerking met

⁴¹ www.amnesty.be en amnesty.org.

⁴² www.vluchtelingenwerk.be.

⁴³ www.paxchristi.be.

⁴⁴ www.mensenrechten.be.

⁴⁵ www.liguedh.be.

⁴⁶ www.vrouwendag.be.

⁴⁷ www.vrouwenraad.be.

⁴⁸ www.cffb.be.

⁴⁹ www.11.be.

⁵⁰ www.fos-socsol.be.

⁵¹ www.cavaria.be.

⁵² www.arcenciel-wallonie.be.

⁵³ www.rainbouwhouse.be.

⁴¹ www.amnesty.be en amnesty.org.

⁴² www.vluchtelingenwerk.be.

⁴³ www.paxchristi.be.

⁴⁴ www.mensenrechten.be.

⁴⁵ www.liguedh.be.

⁴⁶ www.vrouwendag.be.

⁴⁷ www.vrouwenraad.be.

⁴⁸ www.cffb.be.

⁴⁹ www.11.be.

⁵⁰ www.fos-socsol.be.

⁵¹ www.cavaria.be.

⁵² www.arcenciel-wallonie.be.

⁵³ www.rainbouwhouse.be.

feront l'objet d'un contrat de gestion. L'Institut recherchera une collaboration étroite avec les organisations, mais il pourra aussi offrir du soutien.

e) Conclusion

En tant qu'institut des droits de l'homme indépendant reconnu, il constituera, en collaboration avec d'autres organisations et instituts, une vision indépendante et cohérente sur la sauvegarde des droits de l'homme et sur la manière dont la Belgique gère les droits de l'homme et les tensions éventuelles entre les droits entre eux. L'Institut sera chargé de produire des avis et rapports faisant autorité sur des questions liées aux droits de l'homme.

En outre, il fera office de centre d'information et de contact pour différents acteurs et autorités, allant des organisations onusiennes au citoyen individuel en passant par les instituts nationaux des droits de l'homme d'autres pays.

2. Forme de l'Institut

Les Principes de Paris ne prescrivent rien quant à la forme d'un institut des droits de l'homme.

On trouve dès lors, dans l'UE, différents types d'instituts des droits de l'homme, allant de commissions à des services de médiation et des instituts. Le contexte national peut être déterminant pour décider qu'un type particulier d'instituts des droits de l'homme est plus approprié ou plus efficace pour sauvegarder les droits de l'homme.

Le type d'institut n'a pas d'effet direct sur l'obtention ou non du statut A.

En Europe, parmi les 21 instituts officiels des droits de l'homme doté du statut A⁵⁴, la plupart sont des services de médiation agréés par l'ICC, comme en Espagne et au Portugal. En France, en Grande-Bretagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas, les instituts des droits de

⁵⁴ Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Danemark, Allemagne, France, Géorgie, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Croatie, Luxembourg, Irlande du Nord, Ukraine, Pologne, Portugal, Fédération de Russie, Ecosse, Serbie et Espagne: on remarquera par ailleurs que le fait de disposer d'un institut des droits de l'homme doté du statut A ne signifie pas nécessairement que, dans ces pays, les droits de l'homme bénéficient d'une protection et d'une garantie absolues. Parmi les pays disposant d'un institut doté du statut A, dix font partie de l'Union européenne.

bestaande instellingen gestalte krijgt, wordt vervat in een beheersovereenkomst. Het Instituut zal nauwe samenwerking met de organisaties zoeken, maar kan ook ondersteuning bieden.

e) Besluit

Als (h)erkend onafhankelijk mensenrechteninstituut zal het, in samenwerking met andere organisaties en instituten, een onafhankelijke en samenhangende visie vormen over de bescherming van rechten van de mens en de manier waarop in België met de mensenrechten en eventuele spanningen tussen de rechten onderling wordt omgegaan. Het Instituut zal belast zijn met gezaghebbende en integrale adviezen en rapporten over mensenrechtenkwesties.

Bovendien zal het een informatie- en aanspreekpunt zijn voor diverse overheden en actoren, van VN-organisaties, over nationale mensenrechteninstituten uit andere landen, tot de individuele burger.

2. Vorm van het Instituut

De Paris Principles schrijven niets voor met betrekking tot de vormgeving van een mensenrechteninstituut.

Er zijn dan ook in de EU verschillende types van mensenrechteninstituten te vinden, gaande van commissies, ombudsmannen en instituten. De nationale context kan bepalen dat een bepaald type mensenrechteninstituut geschikter is of meer efficiënt voor de bescherming van de rechten van de mens.

Het type mensenrechteninstituut heeft geen direct effect op het wel of niet krijgen van de A-status.

In Europa zijn van de 21 officiële mensenrechteninstituten met A-status⁵⁴ de meeste door het ICC erkende ombudsmandiensten, zoals in Spanje en Portugal. In Frankrijk, Groot-Brittannië, Luxemburg en Nederland kennen de mensenrechteninstituten een

⁵⁴ Albanië, Armenië, Azerbeïdzjan, Bosnië-Herzegovina, Denemarken, Duitsland, Frankrijk, Georgië, Groot-Brittannië, Griekenland, Ierland, Kroatië, Luxemburg, Noord-Ierland, Oekraïne, Polen, Portugal, Russische Federatie, Schotland, Servië en Spanje: u merkt bovendien dat het hebben van een mensenrechteninstituut met A-status niet noodzakelijkerwijs betekent dat de mensenrechten in deze landen volstrekt beschermd en gegarandeerd worden. Tien van de landen met een A-status instituut behoren tot de Europese Unie.

l'homme ont été constitués sous forme de commission. Le Danemark a opté pour un institut⁵⁵.

La présente proposition opte en faveur de la structure d'un institut, comme c'est également le cas par exemple en Allemagne. Le "Deutsches Institut für Menschenrechte" est une association indépendante de droit public dotée d'un conseil d'administration dont les membres sont issus de la société civile, du monde scientifique, des médias et de la politique⁵⁶. Les représentants politiques n'ont pas de droit de vote, précisément pour garantir cette indépendance. L'institut est financé par des moyens provenant de quatre ministères différents, ici encore en vue de préserver son autonomie par rapport au monde politique.⁵⁷

L'institut a pour but de se développer de manière organique pour devenir une coupole interfédérale. À cet effet, des contrats de gestion peuvent être conclus avec des organisations fédérales et interfédérales, ainsi qu'avec des organisations présentes au sein des Communautés, telles que le Commissariat aux Droits des Enfants.

3. Conseil d'administration de l'Institut

Le conseil d'administration de l'Institut compte 18 membres et leurs suppléants. Les groupes linguistiques néerlandophone et francophone sont représentés en nombre égal.

Douze membres du conseil d'administration et leurs suppléants sont nommés par la Chambre des représentants à l'issue d'une vaste consultation de la société civile et du monde académique. Ils sont proposés sur la base de leurs connaissances et de leur expertise en matière de droits de l'homme. Conformément aux Principes de Paris, il convient de viser à cet égard à une représentation pluraliste équilibrée ainsi qu'à une diversité en termes de sexe, d'âge et de milieu socio-culturel. Au moins un tiers des membres doit être du sexe opposé.

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés parmi les organisations non gouvernementales du secteur des droits de l'homme;

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés à partir du monde académique et scientifique. Eu

⁵⁵ Pour la situation mondiale au 11 février 2013 (dernière accréditation) voir <http://nhri.ohchr.org/EN/Documents/Chart%20of%20the%20Status%20of%20NHRIs%20%2811%20Feb%202013%29.pdf> Pour 'The Danish Institute for Human Rights' voir <http://www.humanrights.dk/>.

⁵⁶ En Allemagne, le secteur politique est également représenté, mais sans droit de vote.

⁵⁷ <http://www.institut-fuer-menschenrechte.de>.

commissiestructuur. In Denemarken is gekozen voor een instituut⁵⁵.

In dit wetsvoorstel wordt gekozen voor de structuur van een instituut, zoals dat ook het geval is in bijvoorbeeld Duitsland. Het 'Deutsches Institut für Menschenrechte' is een onafhankelijke publiekrechtelijke vereniging met een Raad van Bestuur afkomstig uit de civiele maatschappij, de wetenschappelijke wereld, de media en de politiek⁵⁶. De politieke vertegenwoordigers hebben geen stemrecht, precies om die onafhankelijkheid te waarborgen. Het instituut wordt gefinancierd uit middelen van vier verschillende ministeries, eveneens ter wille van de autonomie ten aanzien van de politieke wereld.⁵⁷

Het Instituut heeft als doel op een organische manier uit te groeien tot een interfederale koepel. Hiertoe kunnen beheersovereenkomsten afgesloten worden met federale en interfederale organisaties, evenals organisaties binnen de gemeenschappen, waaronder bv. de Kinderrechtencommissaris.

3. Raad van bestuur van het Instituut

De raad van bestuur van het Instituut telt 18 leden en plaatsvervangers. De Nederlandstalige en Franstalige taalgroep zijn in een even aantal vertegenwoordigd.

Twaalf leden van de raad van bestuur en hun plaatsvervangers worden door de Kamer van volksvertegenwoordigers benoemd op basis van een brede consultatie met het maatschappelijk middenveld en de academische wereld. Zij worden voorgedragen op basis van hun kennis en expertise op het vlak van mensenrechten. In overeenstemming met de Paris Principles dient daarbij gestreefd te worden naar een evenwichtige pluralistische vertegenwoordiging evenals een diversiteit op het vlak van gender, leeftijd en achtergrond. Minstens een derde van de leden dient van een ander geslacht te zijn.

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen onder de niet-gouvernementele organisaties van de mensenrechtensector;

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen uit de academische en wetenschappelijke wereld.

⁵⁵ de wereldwijde situatie op 11 februari 2013 (laatste accreditatie) is te lezen via <http://nhri.ohchr.org/EN/Documents/Chart%20of%20the%20Status%20of%20NHRIs%20%2811%20Feb%202013%29.pdf> Zie voor 'The Danish Institute for Human Rights' <http://www.humanrights.dk/>.

⁵⁶ In Duitsland is de politieke sector ook vertegenwoordigd, zij het zonder stemrecht.

⁵⁷ <http://www.institut-fuer-menschenrechte.de>.

égard au caractère juridique des activités de l'Institut, au moins la moitié de ces membres et suppléants sont proposés en fonction de leur formation et leur expertise professionnelle juridiques;

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés en fonction de l'expertise et l'expérience utiles qu'ils peuvent offrir à l'Institut.

Le mandat de parlementaire (européen, fédéral, communautaire et régional), de membre du gouvernement (fédéral, communautaire ou régional) ou membre d'un cabinet ou d'une cellule stratégique de l'un d'entre eux, n'est pas compatible avec le mandat de membre effectif ou suppléant de l'Institut.

Complémentairement, six représentants et leurs suppléants sont désignés au conseil d'administration par le Service fédéral de médiation, l'Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes, la Commission de Protection de la vie privée, le Centre pour l'Egalité des chances et la Lutte contre le racisme, le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires et la Commission nationale des Droits de l'Enfant.

Les membres du conseil d'administration et leurs suppléants sont nommés pour un délai de six ans, renouvelable une fois. La moitié des membres seront remplacés tous les trois ans. Pour cette raison, lors d'une première nomination ou désignation, le mandat de la moitié des membres et de leurs suppléants sera exceptionnellement limité à un délai de trois ans.

Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président et un vice-président de l'autre groupe linguistique. Le président dirige les travaux du conseil d'administration et représente l'Institut en justice. En son absence, il est remplacé par le vice-président.

Les membres du conseil d'administration et leurs suppléants siègent à titre personnel et sont censés adopter une attitude indépendante dans leurs délibérations et décisions. Les membres et leurs suppléants ne peuvent pas être fonctionnaires au service du pouvoir exécutif. Ils doivent communiquer préalablement leurs mandats et autres fonctions professionnelles accessoires à la Chambre, en vue de la publicité de ces données.

Le conseil d'administration sera convoqué régulièrement et au moins six fois par an. Pour définir l'organisation interne et établir le règlement d'ordre intérieur de l'Institut, les exigences prévues dans les Principes de Paris seront prises en compte.

Gezien het juridisch karakter van de activiteiten van het Instituut, wordt minstens de helft van deze leden en plaatsvervangers voorgedragen op basis van hun juridische opleiding en beroepsexpertise;

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen op basis van hun nuttige expertise en ervaring die zij het Instituut kunnen bieden.

Het mandaat van parlements lid (Europees, federaal, gemeenschaps- en gewestparlement), regeringslid (federaal, gemeenschaps- of gewestregering) of tewerkgestelde op een kabinet of beleidsceel van één van hen, is niet verenigbaar met het mandaat van effectief of plaatsvervangend lid van het Instituut.

Aanvullend worden zes vertegenwoordigers en plaatsvervangende vertegenwoordigers in de raad van bestuur aangewezen door de Federale Ombudsman, het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding, het Federaal Centrum voor Migratiestromen en de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind.

De leden van de raad van bestuur en hun plaatsvervangers worden benoemd voor een eenmalig hernieuwbare termijn van zes jaar. De helft van het lidmaatschap zal om de drie jaar vernieuwd worden. Om die reden zal bij een eerste benoeming of aanwijzing het mandaat van de helft van de leden en plaatsvervangers tot een uitzonderlijke termijn van drie jaar beperkt worden.

De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter, en een vicevoorzitter van de andere taalgroep. De voorzitter leidt de werkzaamheden van de raad van bestuur en vertegenwoordigt het Instituut in rechte. Bij afwezigheid wordt hij vervangen door de vicevoorzitter.

De leden van de raad van bestuur en hun plaatsvervangers zetelen ten persoonlijke titel en worden geacht zich in hun beraadslagingen en besluiten onafhankelijk op te stellen. Zij dienen hun mandaten en andere professionele nevenfuncties vooraf aan de Kamer van volksvertegenwoordigers te melden, met het oog op de openbaarheid van deze gegevens.

De raad van bestuur zal regelmatig en minstens zes maal per jaar bij elkaar geroepen worden. Voor de vaststelling van de interne organisatie en het huishoudelijk reglement van het Instituut zal rekening gehouden worden met de vereisten van de Paris Principles.

4. Exécution des tâches

Les travaux de l'Institut seront réalisés par une équipe disposant de l'expertise et des ressources nécessaires, placée sous la conduite d'une direction et désignée par le président du conseil d'administration, en concertation avec les membres de celui-ci.

5. Financement de l'Institut

Les ministres de la Justice et de l'Égalité des Chances sont responsables, chacun pour la moitié, du subside alloué à l'Institut.

En concertation avec le président de l'Institut, une enveloppe budgétaire sera prévue pour couvrir les frais d'installation et de fonctionnement pour les deux premières années (2015 et 2016). En pleine conformité avec les Principes de Paris, l'Institut aura la possibilité d'opérer indépendamment du gouvernement. À cet effet, des locaux et un effectif de personnel doivent être mis à sa disposition. La création de l'Institut peut donner lieu à un effectif de personnel de quelques dizaines d'ETP.

Deux ans après la création, donc au cours de la troisième année, on procèdera à une évaluation des activités et du fonctionnement de l'Institut. En fonction du résultat de celle-ci, qui sera rendu public, le gouvernement déterminera le besoin de financement structurel ultérieur et veillera à prévoir ce financement. À partir de ce moment, le fonctionnement de l'Institut fera l'objet d'une évaluation annuelle, pour laquelle l'Institut transmettra une note justificative à la Chambre des représentants.

Selon les Principes de Paris, l'Institut doit également pouvoir gérer ses propres finances par le biais d'allocations convenues provenant du budget fédéral. À cet effet, l'Institut doit déposer chaque année un budget requérant l'approbation des ministres de la Justice et de l'Égalité des chances.

6. Interfédéralisations

Le gouvernement fédéral examinera plus avant comment interfédéraliser l'Institut et établira les contacts nécessaires à cet égard.

4. Uitvoering van de taken

De werkzaamheden van het Instituut zullen worden uitgeoefend door een toegerust en deskundig team onder leiding van een directie, dat wordt aangewezen door de voorzitter van de raad van bestuur, in overleg met de leden van de raad van bestuur.

5. Financiering van het Instituut

De ministers van Justitie en van Gelijke Kansen zijn verantwoordelijk, elk voor de helft, voor de toelage aan het Instituut.

In overleg met de voorzitter van het Instituut zal een budgettaire enveloppe voor de oprichtings- en werkingskosten voor de eerste twee jaren (2015 en 2016) vastgelegd worden. Geheel conform aan de Paris Principes zal het Instituut in de mogelijkheid worden gesteld om onafhankelijk van de regering te opereren. Daartoe dient een huisvesting en personeelseffectief ter beschikking gesteld te worden. De oprichting van het Instituut kan leiden tot een personeelseffectief in aantal VTE's uitgedrukt van een paar tiental.

Twee jaar na de oprichting, dus tijdens het derde jaar, zal een evaluatie plaatsvinden van de werkzaamheden en het functioneren van het Instituut. Afhankelijk van de uitkomst van de evaluatie, die openbaar zal worden gemaakt, zal de regering vaststellen wat de structurele verdere financieringsbehoefte is en er voor zorgen dat de financiering wordt voorzien. Vanaf dan wordt de werking van het Instituut jaarlijks geëvalueerd, waartoe het Instituut een verantwoordingsnota overmaakt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Het Instituut moet volgens de Paris Principes ook zijn eigen financiën kunnen beheren via overeengekomen toewijzingen uit de federale begroting. Daartoe moet het Instituut elk jaar een begroting indienen die de goedkeuring behoeft van de ministers van Justitie en van Gelijke Kansen.

6. Interfederalisering

De federale regering zal verder onderzoeken en contacten onderhouden met het oog op de interfederalisering van het Instituut.

COMMENTAIRE DES ARTICLES**Article 3**

L'objectif de l'Institut a délibérément été formulé en termes fort larges, conformément au point 2 des Principes de Paris.

Article 4

Cet article énumère explicitement les dix compétences de l'Institut. Cette énumération montre clairement que l'Institut assure surtout une fonction de soutien, de facilitateur, de rassembleur et de promoteur à l'égard de la diffusion et de l'application des droits de l'homme.

L'Institut n'est pas compétent pour agir en justice pour les victimes de violations des droits de l'homme, ni pour conseiller celles-ci au cours d'un procès. En revanche, il est compétent pour expliquer aux victimes les possibilités, judiciaires ou non, qui existent pour faire valoir leurs droits.

En fonction du budget alloué et des priorités fixées par le conseil d'administration, l'Institut focalisera sur des compétences déterminées.

Article 5

Ce devoir d'information dans le chef des autorités fédérales et des autorités des entités fédérées est indispensable à la bonne réalisation des tâches de l'Institut.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING**Artikel 3**

De doelstelling van het Instituut is opzettelijk zeer breed geformuleerd, in overeenstemming met punt 2 van de Paris Principles.

Artikel 4

In dit artikel worden tien bevoegdheden van het Instituut uitdrukkelijk opgesomd. Deze opsomming maakt duidelijk dat het Instituut vooral een ondersteunende, faciliterende, verbindende en bevorderende functie heeft ten aanzien van de verspreiding en handhaving van mensenrechten.

Het Instituut heeft niet de bevoegdheid om in rechte op te treden voor slachtoffers van mensenrechtenschendingen, noch om deze te adviseren tijdens een proces. Wel heeft het de bevoegdheid om slachtoffers wegwijs te maken in de mogelijkheden die bestaan voor de handhaving, gerechtelijke of niet, van hun rechten.

Afhankelijk van het toegekende budget en de prioriteiten die vastgesteld worden door de raad van bestuur, zal het Instituut de klemtoon leggen op bepaalde bevoegdheden.

Artikel 5

Deze informatieverplichting voor de federale en deelstatelijke overheden is onmisbaar voor een goede uitvoering van taken van het Instituut.

Bruno TUYBENS (sp.a)
Georges DALLEMAGNE (cdH)
François-Xavier de DONNÉA (MR)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présent loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est créé, auprès de la Chambre des représentants, un Institut des Droits de l'Homme, dénommé ci-après "l'Institut".

L'Institut est doté de la personnalité juridique.

La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public s'applique à l'Institut, sauf dérogations prévues par la présente loi.

À l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, l'"Institut des Droits de l'Homme" est ajouté sous la catégorie B en suivant l'ordre alphabétique.

Art. 3

L'Institut a pour mission de protéger l'existence et la sauvegarde des droits de l'homme dans notre pays et d'en promouvoir le respect. L'Institut sera un relais essentiel entre les différentes autorités, d'autres institutions existantes exerçant déjà un mandat en matière de droits de l'homme au niveau fédéral et au niveau des entités fédérées, la société civile et les organisations nationales et internationales dans le domaine des droits de l'homme, et ce dans un esprit de dialogue et de coopération.

Art. 4

L'Institut est compétent pour:

1° réaliser et promouvoir le travail de recherche sur la sauvegarde de l'existence et du respect des droits de l'homme dans notre pays;

2° collecter et fournir, dans le cadre de sa mission, toutes les informations, documentations et archives nécessaires;

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt een Mensenrechteninstituut opgericht, hierna "het Instituut" genoemd.

Het Instituut heeft rechtspersoonlijkheid.

De wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, is van toepassing op het Instituut behoudens afwijkingen die door deze wet worden gesteld.

In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt onder categorie B en in alfabetische volgorde, het "Mensenrechteninstituut" ingevoegd.

Art. 3

Het Instituut heeft tot doel het bestaan en de eerbiediging van de mensenrechten in ons land te beschermen en de naleving daarvan te bevorderen. Het Instituut zal in een geest van dialoog en samenwerking een cruciale schakel zijn tussen de verschillende overheden, andere bestaande instellingen die reeds een mensenrechtenmandaat uitoefenen op federaal en deelstatelijk niveau, het maatschappelijk middenveld, nationale en internationale organisaties op het gebied van de mensenrechten.

Art. 4

Het Instituut is bevoegd om:

1° onderzoek te doen en te stimuleren naar de bescherming van het bestaan en de eerbiediging van de mensenrechten in ons land;

2° in het kader van zijn opdracht, alle nodige informatie, documentatie en archieven aan te leggen en te verstrekken;

3° collecter et publier toutes données statistiques et décisions judiciaires utiles à l'évaluation des lois et réglementations relatives aux droits de l'homme;

4° formuler des recommandations dans le domaine des droits de l'homme et de conseiller sur les lois et réglementations (conceptuelles) et les options politiques se rapportant directement ou indirectement aux droits de l'homme;

5° informer sur le terrain des droits de l'homme et promouvoir et coordonner l'enseignement des droits de l'homme;

6° coopérer structurellement avec les organisations de la société civile et les organismes nationaux, européens et internationaux, entre autres via l'organisation d'activités en collaboration avec des organisations de la société civile;

7° promouvoir le dialogue et la coopération entre les institutions et associations nationales des droits de l'homme;

8° organiser le soutien et l'assistance aux associations actives dans le domaine des droits de l'homme, ou pour des projets visant à promouvoir les droits de l'homme;

9° dans les limites de son objectif, apporter de l'aide à quiconque demande conseil sur l'étendue de ses droits de l'homme. Cette aide permettra à l'intéressé(e) d'obtenir des informations et des conseils sur les moyens qu'il/elle peut mettre en œuvre pour faire valoir ses droits;

10° inciter nos autorités publiques à ratifier, à mettre en œuvre et à respecter les traités sur les droits de l'homme et à abandonner les réserves émises dans le cadre de tels traités, à mettre en œuvre et à respecter les décisions contraignantes prises par des organisations de droit international en ce qui concerne les droits de l'homme et à respecter les recommandations européennes ou internationales en matière de droits de l'homme.

Art. 5

À la demande de l'Institut, le Roi met à disposition les informations nécessaires à la réalisation de sa mission. Si cela s'avère utile pour la réalisation de sa mission, l'Institut peut demander des avis à toutes les autorités publiques et à tout autre organisme public en Belgique ou à l'étranger.

3° statistische gegevens en de rechterlijke beslissingen te verzamelen die nuttig zijn voor de evaluatie van de wetten en reglementeringen betreffende mensenrechten te verzamelen en te publiceren;

4° aanbevelingen te doen op het terrein van mensenrechten en te adviseren over (concept)wet- en regelgeving en beleid dat direct of indirect betrekking heeft op mensenrechten;

5° voorlichting te geven op het terrein van mensenrechten en het onderwijs over de rechten van de mens te stimuleren en te coördineren,

6° structureel samen te werken met maatschappelijke organisaties en nationale, Europese en internationale instellingen, onder meer door het organiseren van activiteiten in samenwerking met maatschappelijke organisaties.

7° de dialoog en samenwerking tussen nationale mensenrechteninstellingen en verenigingen te bevorderen.

8° ondersteuning en bijstand te organiseren aan de verenigingen die actief zijn op het vlak van mensenrechten, of voor projecten ter bevordering van mensenrechten;

9° binnen de perken van zijn doelstelling, hulp te verlenen aan iedereen die om raad vraagt in verband met de omvang van zijn mensenrechten. Die hulp laat de betrokkene toe om inlichtingen en raadgevingen te verkrijgen over de middelen die hij/zij kan aanwenden om zijn/haar rechten te doen gelden;

10° onze overheden aan te sporen tot de ratificatie, implementatie en naleving van verdragen over de rechten van de mens en tot de opheffing van voorbehouden bij zulke verdragen, tot de implementatie en naleving van bindende besluiten van volkenrechtelijke organisaties over de rechten van de mens en tot de naleving van Europese of internationale aanbevelingen over de rechten van de mens.

Art. 5

De Koning stelt, op verzoek van het Instituut, de informatie ter beschikking die vereist is voor de volbrenging van zijn opdracht. Het Instituut kan als dit nuttig is voor de uitvoering van zijn opdracht adviezen inwinnen van alle overheden en van elke andere openbare instelling in binnen- en buitenland.

Art. 6

L'Institut se compose d'un conseil d'administration et d'une équipe de collaborateurs placés sous la conduite d'une direction.

Le conseil d'administration se compose de 18 membres effectifs et de 18 membres suppléants, les membres néerlandophones et francophones étant du même nombre. Au moins un tiers des membres doit être du sexe opposé.

Douze membres du conseil d'administration et leurs suppléants sont nommés par la Chambre des représentants à l'issue d'une vaste consultation de la société civile et du monde académique. Ils sont proposés sur la base de leurs connaissances et de leur expertise en matière de droits de l'homme. À cet égard, on visera au maximum à une représentation pluraliste équilibrée ainsi qu'à une diversité en termes de sexe, d'âge et de milieu socio-culturel.

Ces douze membres et leurs suppléants sont proposés comme suit:

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés parmi les organisations non gouvernementales du secteur des droits de l'homme;

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés à partir du monde académique et scientifique. Eu égard au caractère juridique des activités de l'Institut, au moins la moitié de ces membres et suppléants sont proposés en fonction de leur formation et leur expertise professionnelle juridiques;

— quatre membres et leurs suppléants sont proposés en fonction de l'expertise et l'expérience utiles qu'ils peuvent offrir à l'Institut.

Complémentairement, six représentants et leurs suppléants sont désignés au conseil d'administration par le Service fédéral de médiation, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, la Commission de protection de la vie privée, le Centre pour l'Égalité des chances et la Lutte contre le racisme, le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires et la Commission nationale des Droits de l'Enfant.

Le mandat de parlementaire (européen, fédéral, communautaire et régional), de membre du gouvernement (fédéral, communautaire ou régional) ou membre d'un cabinet ou d'une cellule stratégique de l'un d'entre eux, n'est pas compatible avec le mandat de membre effectif ou suppléant de l'Institut.

Art. 6

Het Instituut bestaat uit een raad van bestuur en stafmedewerkers onder leiding van een directie.

De raad van bestuur bestaat uit 18 leden en 18 plaatsvervangende leden, evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden. Minstens een derde van de leden dient van een ander geslacht te zijn.

Twaalf leden van de raad van bestuur en hun plaatsvervangers worden door de Kamer van volksvertegenwoordigers benoemd op basis van een brede consultatie met het maatschappelijk middenveld en de academische wereld. Zij worden voorgedragen op basis van hun kennis en expertise op het vlak van mensenrechten, waarbij maximaal gestreefd wordt naar een evenwichtige pluralistische vertegenwoordiging evenals een diversiteit op het vlak van geslacht, leeftijd en achtergrond.

De voordracht van deze twaalf leden en hun plaatsvervangers gebeurt als volgt:

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen onder de niet-gouvernementele organisaties van de mensenrechtensector;

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen uit de academische en wetenschappelijke wereld.

Gezien het juridisch karakter van de activiteiten van het Instituut, wordt minstens de helft van deze leden en plaatsvervangers voorgedragen op basis van hun juridische opleiding en beroepsexpertise;

— vier leden en plaatsvervangers worden voorgedragen op basis van hun nuttige expertise en ervaring die zij het Instituut kunnen bieden.

Aanvullend worden zes vertegenwoordigers en plaatsvervangende vertegenwoordigers in de raad van bestuur aangewezen door de Federale Ombudsman, het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen, de Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levenssfeer, het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding, het Federaal Centrum voor Migratiestromen en de Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind.

Het mandaat van parlementslid (Europees, federaal, gemeenschaps- en gewestparlement), regeringslid (federaal, gemeenschaps- of gewestregering) of tewerkgestelde op een kabinet of beleidsceel van één van hen, is niet verenigbaar met het mandaat van effectief of plaatsvervangend lid van het Instituut.

Les membres du conseil d'administration et leurs suppléants sont nommés par la Chambre des représentants pour un délai de six ans, renouvelable une fois. La moitié des membres seront remplacés tous les trois ans. Pour cette raison, lors d'une première nomination ou désignation, le mandat de la moitié des membres et de leurs suppléants sera exceptionnellement limité à un délai de trois ans.

La direction est désignée par le conseil d'administration.

Art. 7

§ 1^{er}. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement de l'Institut et à la réalisation de ses missions. Il a entre autres pour tâche de définir la politique générale de l'Institut.

§ 2. La direction est chargée de la mise en œuvre des décisions prises par le conseil d'administration ainsi que de celles visées aux articles 4 et 5.

Elle assure la gestion journalière de l'Institut.

Elle établit chaque année un rapport sur la mise en œuvre de la politique générale de l'Institut.

Dans des cas urgents, elle peut prendre toute décision qui s'avère nécessaire dans le cadre des missions et du fonctionnement de l'Institut. Cette décision doit être communiquée par écrit au président du conseil d'administration et sera inscrite d'office à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration.

Art. 8

L'Institut est financé par:

- 1° un subside ou une enveloppe budgétaire à charge du budget général fédéral des dépenses;
- 2° des subsides octroyés par d'autres autorités, institutions ou organismes publics;
- 3° des dons et des legs;
- 4° revenus occasionnels;
- 5° d'autres revenus issus de la réalisation de sa mission statutaire.

Art. 9

Le projet de budget est établi par le conseil d'administration.

De leden van de raad van bestuur en hun plaatsvervangers worden door de Kamer van volksvertegenwoordigers benoemd voor een eenmalig hernieuwbare termijn van zes jaar. De helft van het lidmaatschap zal om de drie jaar vernieuwd worden. Om die reden zal bij een eerste benoeming of aanwijzing het mandaat van de helft van de leden en plaatsvervangers tot een uitzonderlijke termijn van drie jaar beperkt worden.

De directie wordt aangesteld door de raad van bestuur.

Art. 7

§ 1. De raad van bestuur beschikt over alle machten die nodig zijn voor de werking van het Instituut en voor de uitvoering van zijn opdrachten. Het heeft onder meer als taak, het algemeen beleid van het Instituut te bepalen.

§ 2. De directie is belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur alsmede van de beslissingen bedoeld in de artikelen 4 en 5.

Zij verzekert het dagelijkse bestuur van het Instituut.

Zij stelt jaarlijks een verslag op over de uitvoering van het algemene beleid van het Instituut.

In dringende gevallen kan zij elke beslissing treffen die noodzakelijk blijkt binnen het kader van de opdrachten en de werking van het Instituut. Deze beslissing moet aan de voorzitter van de raad van bestuur schriftelijk worden meegedeeld en wordt ambtshalve ingeschreven op de dagorde van de volgende raad van bestuur.

Art. 8

Het Instituut wordt gefinancierd via:

- 1° een toelage of budgettaire enveloppe ten laste van de algemene federale uitgavenbegroting;
- 2° subsidies vanwege andere overheden, instellingen of openbare instellingen;
- 3° giften en legaten;
- 4° occasionele inkomsten;
- 5° andere inkomsten voortvloeiend uit de uitvoering van haar statutaire opdracht.

Art. 9

De ontwerpbegroting wordt opgemaakt door de raad van bestuur.

Art. 10

§ 1^{er}. Chaque année, dans les quatre mois de la clôture de l'exercice, l'Institut rendra compte à la Chambre des représentants, au moyen d'un rapport, de la réalisation de ses missions et compétences, de l'affectation de ses ressources et de son fonctionnement général. Il transmettra une copie de ce rapport au gouvernement.

§ 2. À l'occasion de ce rapport, la commission compétente de la Chambre des représentants organisera, dans les deux mois du dépôt de celui-ci, une audition, où le gouvernement sera invité à prendre position sur le rapport.

Art. 11

À l'article 1^{er}, § 1, 2^o, de la loi du 22 juillet 1993 portant des mesures diverses relatives à la fonction publique, les mots suivants sont ajoutés: "- l'Institut des Droits de l'Homme".

Art. 12

La Régie des Bâtiments met les locaux nécessaires à la disposition de l'Institut pour que celui-ci puisse réaliser ses missions.

Art. 13

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

10 juillet 2013

Art. 10

§ 1. Het Instituut legt jaarlijks, binnen de vier maanden na afsluiting van het werkjaar, middels een rapport verantwoording af aan de Kamer van volksvertegenwoordigers over de uitvoering van zijn opdrachten en bevoegdheden, de aanwending van zijn middelen en zijn algemene werking. Het maakt een kopie van dit rapport over aan de regering.

§ 2. Ter gelegenheid van dit rapport wordt, binnen de twee maanden na de indiening ervan, door de bevoegde commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers een hoorzitting gehouden, waarbij de regering wordt gevraagd een standpunt over het rapport kenbaar te maken.

Art. 11

Artikel 1, § 1, 2^o, van de wet van 22 juli 1993 houdende diverse maatregelen inzake openbaar ambt, wordt aangevuld met de woorden "- het Mensenrechteninstituut".

Art. 12

De Regie der Gebouwen stelt de nodige lokalen ter beschikking van het Instituut opdat het zijn opdrachten kan volbrengen.

Art. 13

Deze wet treedt in werking op 1 januari 2015.

10 juli 2013

Bruno TUYBENS (sp.a)
Georges DALLEMAGNE (cdH)
François-Xavier de DONNÉA (MR)